

Rapport d'Orientation Budgétaire

2022

LES ARCS SUR ARGENS

LE CONTEXTE NATIONAL	3
LE CONTEXTE ECONOMIQUE	3
LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2022 (PLF22)	3
LA MODIFICATION DES INDICATEURS FINANCIERS ET FISCAUX.	5
QUEL BILAN 2021 POUR LES FINANCES DE LA COMMUNE ?	5
EN DEPIT D'UN DEBUT DE MANDAT EMBARRASSE PAR LA CRISE, LE VOLUME D'INVESTISSEMENT EST RESTE SOUTENU.	5
DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MAITRISEES ET EN SOUTIEN A LA GESTION DE LA CRISE.	6
PERENNISER LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT, LA CLE DE VOUTE DE NOTRE CAPACITE D'INVESTISSEMENT	8
UNE DETTE MAITRISEE ET PLANIFIEE	11
LE BILAN CHIFFRE	12
LES PERSPECTIVES ET OBJECTIFS POUR 2022	12
LA MAITRISE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	12
ACCELERATION DES INVESTISSEMENTS	13
CONCLUSION	14

La tenue du rapport d'orientation budgétaire (R.O.B.) est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants. Il constitue un moment essentiel de la vie de la collectivité locale.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative, en facilitant les discussions sur les évolutions de la commune préalablement au vote du budget primitif.

A l'occasion du rapport d'orientation budgétaire, sont définies la politique d'investissement de la collectivité et sa stratégie financière.

Il permet un focus chaque année afin d'évaluer la réalisation des annonces faites et les effets sur le long terme des choix financiers pris.

Le contexte national

Le contexte économique

La santé économique d'un pays est considérée par l'évolution de son PIB (produit intérieur brut). De 2016 à 2019, le PIB a évolué de +1,1% à +2,3%.

La crise sanitaire a fortement impacté notre économie, portant le PIB à une baisse de -8%. En 2021, le contrecoup est estimé à +6%. Pour 2022, l'évolution est estimée à +4%.

Le déficit public a fortement augmenté en 2020, passant de -3,1% en 2019 à -9,1% en 2020 et -8,4% estimé en 2021, en raison d'importantes mesures de soutien des ménages auxquelles s'ajoutent les moindres recettes fiscales et sociales liées à la réduction de l'activité économique.

L'inflation s'est avérée plus élevée que ce qui était précédemment anticipé mais son caractère transitoire n'est pas remis en cause à ce stade. Les prévisions réalisées pour l'année 2022, notamment établies sur l'évolution du coût des énergies, conduisent à +2.5% en fin d'année 2021 pour se replier progressivement vers 1 % à la fin de l'année 2022.

En fin d'année 2021, la forte augmentation du coût des énergies est au cœur du débat entre le développement durable et les dépenses publiques.

Les projections pour 2022 portent sur la reprise des investissements jusqu'au niveau avant crise, notamment soutenu par le domaine numérique.

Mais les inconnues sont nombreuses :

- l'évolution de l'épidémie (et de la vaccination),
- les changements de comportements des consommateurs, car ceux-ci privilégient désormais les achats à distance,
- les tensions mondiales sur les approvisionnements, notamment en semi-conducteurs,
- l'évolution du coût des énergies,
- les difficultés d'adéquation sur l'emploi des salariés.

Les principales dispositions du projet de Loi de finances pour 2022 (PLF22)

Le projet de loi de finances pour 2022 peut sembler léger en matière d'impacts sur les finances des collectivités. C'est la dernière année de l'actuelle loi de programmation des finances publiques 2018-2022, tout comme la dernière de l'actuel quinquennat qui se conclura dès avril 2022.

Il s'agit d'un document de fin de cycle :

- Contenant des ajustements sur les deux réformes fiscales
- Et marquant également la continuité du plan de relance lié à la crise sanitaire.

Pour ce qui concerne les concours financiers de l'État :

- la DGF 2022 est stable au niveau national,
- la DSU (dotation de solidarité urbaine) est en augmentation de 95 millions d'euros,
- la DNP (dotation nationale de péréquation) est stable.

Les dotations de soutien à l'investissement local sont en hausse pour 2022. Elles s'élèvent à 2.1 milliards d'euros pour les communes et EPCI. Parmi elles, on notera + 337 millions d'euros pour la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

Quelques principales données :

- L'endettement public est toujours prévu à un niveau élevé, supérieur à 4%, donc au-delà des critères d'équilibre de Maastricht, ceci jusqu'en 2026.
- Le dispositif de contractualisation a été suspendu durant la crise sanitaire, et sa reconduite semble se dessiner, selon des périmètres budgétaires élargis, dans l'objectif de renforcer la participation à la réduction des déficits publics : budget principal + budgets annexes ? communes et leur groupement ?
- Impactant l'actualisation des valeurs locatives, l'inflation est prévue pour 2022 aux alentours de +1,5%, après la stagnation de 2020 à +0,2% et le redémarrage de 2021 estimé à +1,4%. Le coefficient d'actualisation des bases est estimé dans une fourchette pouvant s'étirer en +1,5% et +3,5%.
- Près de 15 Mds€ sont prévus en 2022 au titre du plan de relance et d'urgence et la dette Covid.

En matière d'écologie et développement durable, le PLF22 devrait consacrer un budget en hausse de 3% à la transition écologique.

Parmi les principales mesures :

- Les chèques énergie,
- Les primes à la conversion pour la rénovation énergétique des bâtiments,
- Les aides à l'acquisition de véhicules électriques ou hybrides rechargeables,
- Et MaPrimeRénov.

S'ajoute le plan consacré aux secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre.

La modification des indicateurs financiers et fiscaux

Le PLF 2022 poursuit la réforme initiée par la loi de finances pour 2021 en modifiant les indicateurs financiers et fiscaux afin de neutraliser les effets des réformes fiscales.

Le nouveau calcul des indicateurs a pour objectif de tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités et donc de retranscrire le plus justement possible la potentielle « richesse » des territoires.

- **Les impacts potentiels pour le secteur communal** : les droits de mutation à titre onéreux, la taxe locale sur la publicité extérieure pourraient être intégrés au calcul du potentiel financier
- De plus, il est proposé de simplifier le calcul de l'effort fiscal en le centrant sur les produits perçus par la commune elle-même plutôt que sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune.

Afin d'éviter des évolutions trop importantes dans la répartition des dotations, le gouvernement étend la fraction de correction permettant le lissage des modifications. Les modalités de calcul de cette fraction de correction seront précisées par décret.

Quel bilan 2021 pour les finances de la commune ?

En dépit d'un début de mandat embarrassé par la crise, le volume d'investissement est resté soutenu

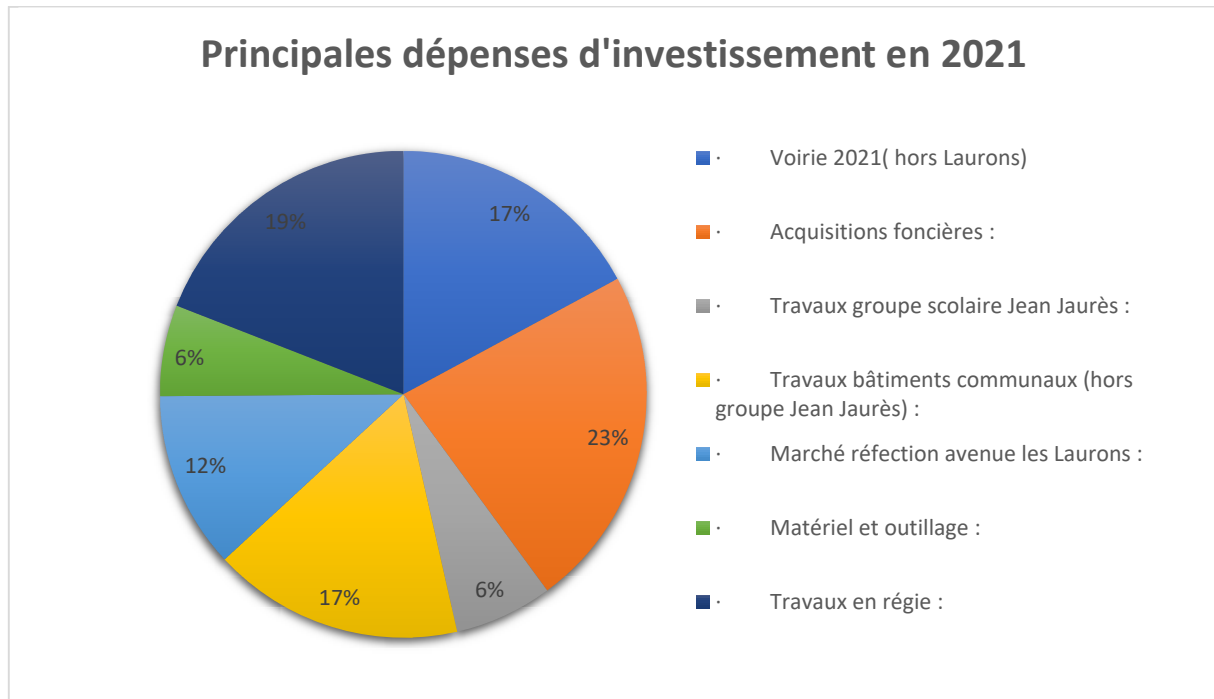
Depuis 2020, l'ambitieux programme d'investissement du mandat a été lancé, qui doit permettre de valoriser la ville dans son ensemble, de développer son attractivité et renforcer le mieux vivre ensemble.

L'année 2021 a permis de réaliser les premiers projets du mandat et d'engager les études préalables aux projets à venir, indispensables pour programmer les investissements.

Sa réalisation dépasse 3,6 Millions d'euros.

La ventilation des principales dépenses d'investissement 2021 est la suivante :

- Voirie 2021 (hors Avenue des Laurons) 525 392 €
- Réfection Avenue des Laurons : 360 677 €
- Travaux groupe scolaire Jean Jaurès : 199 925 €
- Travaux bâtiments communaux (hors groupe Jean Jaurès) : 511 758 €
- Acquisitions foncières : 699 824 €
- Matériel et outillage : 185 734 €
- Travaux en régie : 584 960 €



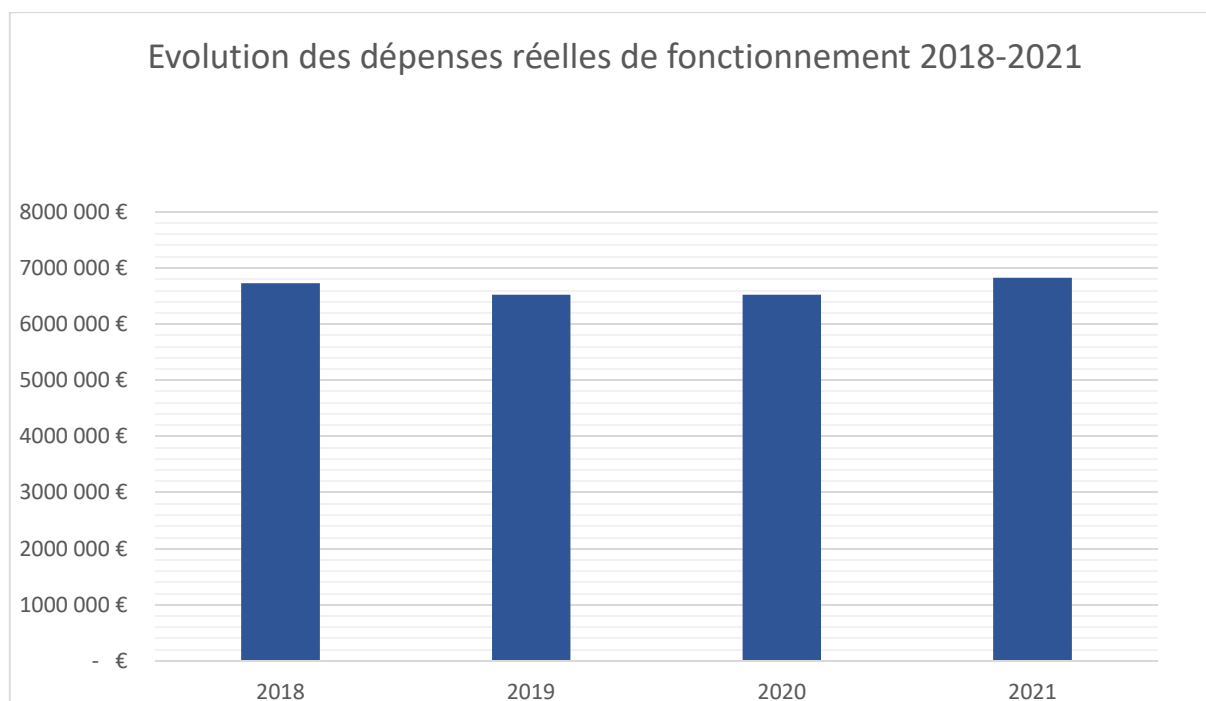
Des dépenses de fonctionnement maîtrisées et en soutien à la gestion de la crise.

Les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté avec 6 827 503 € contre 6 522 850 € soit une hausse de 4,67% expliquée par la gestion de la crise sanitaire ainsi que par les hausses de prix des fluides.

La maîtrise des dépenses est indispensable afin de garder un équilibre financier sur le long terme.

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

2018	2019	2020	2021
6 727 362	6 521 610	6 522 850	6 827 503



Les charges de personnels en hausse. Un choix pour maintenir les services à la population

Les effectifs (en équivalent temps plein) au 31 décembre 2021 : en titulaire **99,77** ; en contractuel **10,95** et **0,53 en apprenti**. Au CCAS, **4,80** agents titulaires.

Les charges de personnel s'élevaient à 4 241 771 € en 2020 et à 4 351 325 € en 2021.
 En 2021, les dépenses de personnel représentent 64% du budget de fonctionnement 2021.
 Ce rapport était de 65% en 2020 et de 64% en 2019.

Depuis le début de cette crise exceptionnelle, la Commune s'est attachée à ce que les services publics et, plus précisément, les activités placées dans ses champs d'intervention (scolaire et périscolaire, santé et social, enfance petite enfance en particulier), fassent l'objet d'un accompagnement proportionné et adapté au contexte et à chaque période de la crise.

La crise et les confinements ont impacté durablement les conditions de travail de l'ensemble de la collectivité et l'organisation en général.

Afin de ne pas réduire les services à la population, des renforts humains ont été systématiquement portés sur les équipes communales, dès que cela s'est avéré nécessaire.

Les charges à caractère général en hausse mais bien inférieures à la moyenne

Avec 1 707 566 € pour 2021 contre 1 542 894 € en 2020, ce chapitre augmente de 10,7%. C'est en réalité un retour à la normale après une année 2020 plus faible en activité par un impact de la crise plus important. Nous retrouvons là le montant de dépenses légèrement supérieur à l'année 2019.

La Commune a investi afin d'accompagner les mesures sanitaires. Les dépenses sont devenues récurrentes pour l'approvisionnement en masques, gels, et autres articles nécessaires pour lutter contre la pandémie.

Par ailleurs, un effort significatif a été porté dans le soutien aux associations et à l'animation.

Outre le maintien des subventions aux associations, la Commune a investi pour créer un nouveau festival « Les Nuits du Réal » afin d'enrichir son offre culturelle et apporter à tous les Arcois allégresse et convivialité dans ces périodes difficiles.

Feux d'artifices, Fêtes des enfants, Noël au village, Découverte des domaines à vélo, etc... Autant de créations ou de maintiens d'animations que la commune a souhaité, qui ont impacté le budget au regard des contraintes d'organisation liées à la crise, mais qui étaient plus que nécessaires en cette année si particulière.

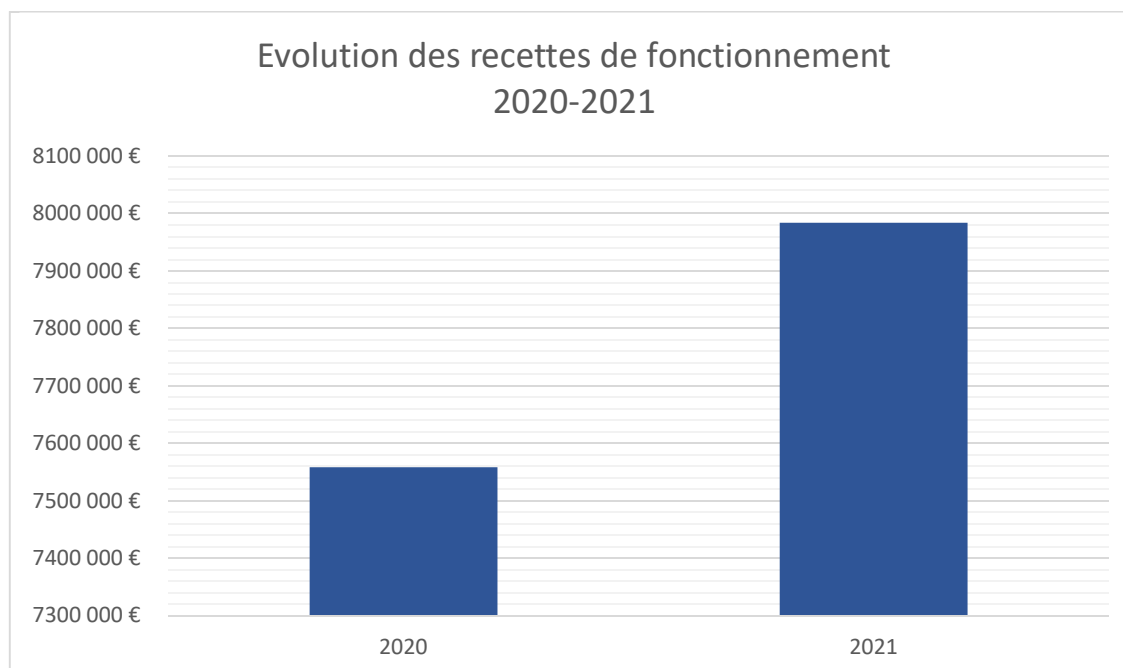
Pérenniser les recettes de fonctionnement, la clé de voûte de notre capacité d'investissement

Avec l'incertitude sur le devenir des recettes fiscales et des dotations de l'Etat, nous travaillons à l'échelle du mandat pour assurer la pérennité et la valorisation de nos recettes. Avec une consolidation de leur structure, nous dépendons moins des dotations de l'État, représentant 20% en début du précédent mandat contre 11% en 2020 et 7.2% sur l'exercice 2021.

C'est le gage d'une sécurité sur le long terme afin d'acquérir une plus grande indépendance pour nos futurs choix.

Les recettes réelles de fonctionnement (hors produits de cessions immobilières) de l'année sont en hausse par rapport à 2020 de 5,6% avec 7 983 623 € contre 7 558 187 €.

De nouvelles recettes pérennes, telle que la TLPE (79 920 €) ou la location des parkings sécurisés (25 301 €) permettent de maintenir une capacité d'auto-financement conséquente (1 131 657 €).

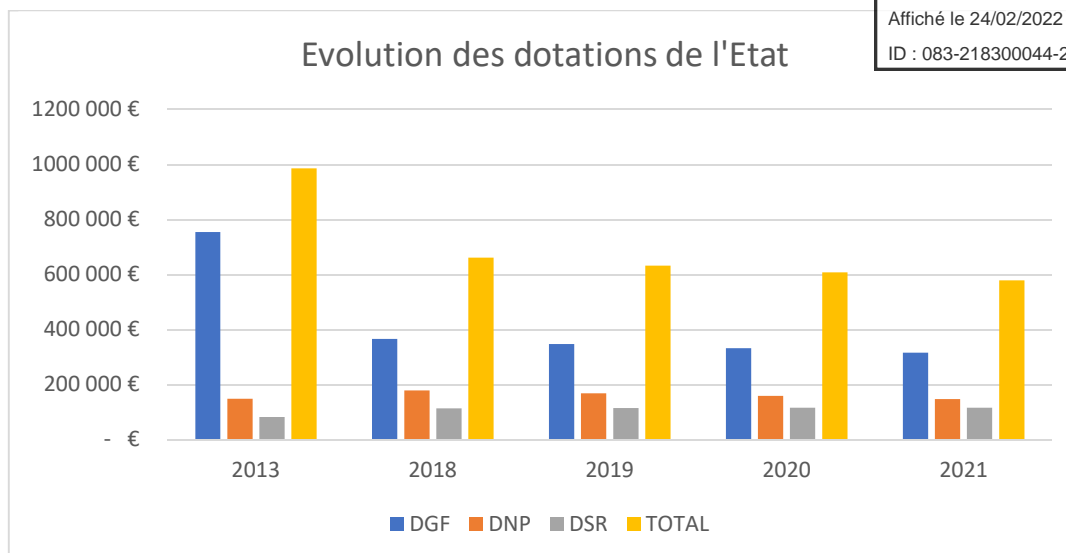


Les dotations de l'État, toujours incertaines.

Le chapitre des dotations de l'Etat (DGF Dotation Globale de Fonctionnement, DSR Dotation de Solidarité Rurale et DNP Dotation Nationale de Péréquation) est encore en baisse pour 2021 de 29 037 €.

N'oublions pas qu'au niveau de la Commune, la DGF perçue en 2021 a baissé de 58% par rapport à celle de 2013 (315 548 € en 2021 et 754 661 € en 2013).

DOTATIONS	2013	2018	2019	2020	2021	Evolution / 2019
DGF	754 661 €	366 391 €	347 644 €	331 675 €	315 548 €	-58,19%
DNP	148 907 €	178 347 €	167 634 €	159 089 €	147 679 €	-0,82%
DSR	81 965 €	113 960 €	114 676 €	115 450 €	115 970 €	41,49%
TOTAL	985 533 €	660 716 €	631 973 €	608 234 €	579 197 €	-41,23%

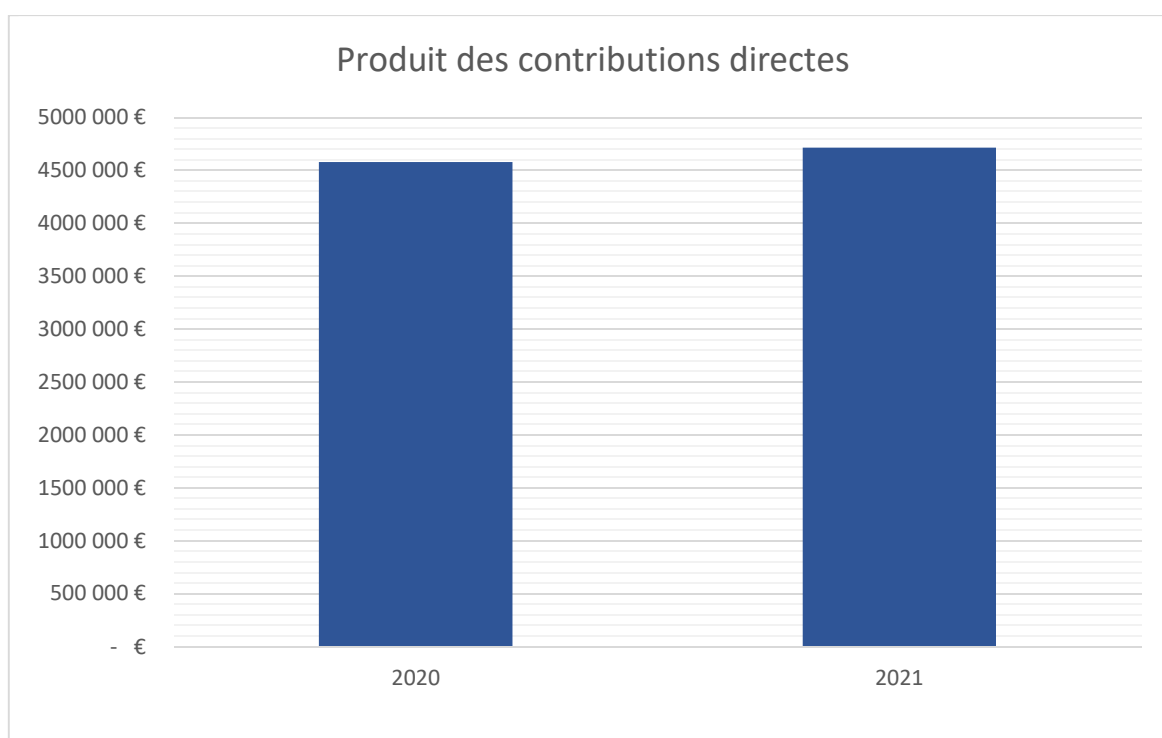


Un tassement de la dynamique des recettes communales induit par les réformes fiscales imposées par l'État.

Avec la suppression de la taxe d'habitation, la commune a perdu un levier important de valorisation de ses recettes.

La dynamique de recettes fiscales reste néanmoins bonne, notamment grâce aux droits de mutation. Avec une recette de 626 519 € nous confirmons le dynamisme de la commune et son attractivité (496 378 € en 2020 soit + 26,2%)

Le produit des contributions directes s'est élevé à 4 715 509 € en 2021, soit une hausse de 2,9 % (+ 137 188 €) par rapport à 2020.



Part des impôts modulables dans le total des ressources fiscales de la collectivité

Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Taxes foncières et d'habitation	4 323 571 €	4 472 888 €	4 578 321 €	4 715 509	2,9 %
Impôts économiques (hors CFE)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Reversement EPCI	260 100 €	219 585 €	197 093 €	215 526 €	9,3 %
Autres ressources fiscales	1 001 238 €	901 453 €	844 065 €	1 175 779 €	39,2 %
TOTAL IMPOTS ET TAXES	5 584 909 €	5 593 926 €	5 619 479 €	6 106 814 €	8,6 %
Part des Impôts modulables	77,42 %	79,96 %	81,47 %	80,75 %	

Une dette maîtrisée et planifiée

La dette de la Commune s'élève à ce jour à 6 278 647 €.
 Ceci représente 853 € / habitant au 31/12/2021.

Grace à des taux historiquement bas et au suivi de la gestion de la dette, le coût financier est passé de 172 126 € d'intérêts à 164 715 € à endettement constant.

Le nombre d'années nécessaires à rembourser la totalité de la dette est calculé comme suit : Stock de la dette / capacité d'autofinancement (différence entre RRF recettes réelles de fonctionnement / Dépenses Réelle de Fonctionnement)

Soit : $6\,278\,647 / 1\,564\,676 = 4,01$ années

La capacité de désendettement se maintient donc très largement en dessous des ratios prudentiels avec un seuil d'alerte de durée de désendettement à 12 ans de façon régulière.

Notre capacité d'emprunt reste « ouverte » afin de poursuivre nos investissements en respectant cette gestion prudentielle de la dette pour que l'endettement ne soit pas lié à un risque de surendettement.

COMMUNE 2021	Recettes	Dépenses	Résultats
Fonctionnement	10 148 030	7 553 964	+ 2 594 066
Investissement	5 526 988	5 663 389	- 136 401
Total	15 675 018	13 217 353	+ 2 457 665

La somme de 1 268 549 K€ d'excédent de gestion 2021 est nécessaire pour maintenir notre cap, à savoir rembourser notre capital d'emprunt, poursuivre le désendettement annuel et abonder notre section d'investissement chaque année.

Il nous permet de garder une réserve sur notre section de fonctionnement permettant dans des années exceptionnelles de faire face à des dépenses d'urgence.

LES PERSPECTIVES ET OBJECTIFS POUR 2022

Une Ville ne dépense que pour ses habitants, pour accompagner leur rythme de vie et répondre à leurs besoins. Le maintien du niveau de service aux habitants est une priorité affirmée de même que la transformation de notre territoire selon les axes prioritaires que l'équipe municipale a dessinés pour le mandat.

Les trois principaux objectifs du mandat sont le développement harmonieux du territoire, l'amélioration de la qualité de vie ainsi que la sécurité des biens et des personnes. Ces axes prioritaires sont conduits sous le prisme de la Responsabilité Sociétale des Organisations et du développement durable.

Concernant le budget communal, quelques orientations et chiffres fondamentaux.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement

L'ambition des projets et démarches à venir ne peut être mise en œuvre que par le maintien de notre gestion rigoureuse.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement doit permettre de dégager une capacité d'autofinancement, à la hauteur de l'ambition de développement et de transformation de la ville.

Perspectives pour le budget communal

Charges à caractère général (011) : compte tenu de l'accroissement des coûts énergétiques et de notre politique volontariste au regard de la gestion de crise, une augmentation est projetée pour 2022.

Notre objectif prioritaire est bien de conserver ce niveau de dépenses qui s'est stabilisé depuis les 3 derniers exercices et qui permet de maintenir et de développer une offre de service public de qualité pour les Arcois. Dans le cadre du développement durable, la commune a la volonté de diminuer la consommation énergétique.

Masse salariale (012) : la masse salariale doit impérativement continuer à être maîtrisée. Elle connaîtra une évolution faible mais inéluctable compte tenu de l'ensemble des facteurs exogènes :

- Dispositif pluriannuel PPCR (Parcours Professionnel Carrière et Rémunérations)
- GVT (Glissement - Vieillesse -Technicité)
- Augmentation du SMIC horaire avec l'application d'un indice plancher à IM 340 qui a pour conséquence la modification des grilles indiciaires
- Heures supplémentaires pour organiser les élections
- Le développement du télétravail

et endogènes :

- Revalorisation de l'IFSE
- Politique de gestion de crise sanitaire

Redevances : La prise en compte de l'inflation ne pourra être écartée de l'actualisation des prix de nos services. Elle sera ajustée au plus juste de la réalité de l'augmentation des coûts.

Accélération des investissements

Comme cela a déjà été présenté en 2021, nous estimons que les temps difficiles que nous traversons ne doivent pas pénaliser le développement de notre commune.

Le Plan Pluriannuel d'Investissement de 18 millions d'euros que nous avons fixé comme feuille de route du mandat, même s'il est très ambitieux, doit être tenu.

La ventilation des principales dépenses d'investissement 2022 est la suivante :

- Création des vestiaires de foot et Réhabilitation de la salle polyvalente : 806 000 €

- Réfection des chemins : 150 000 €
- Travaux énergétiques sur les bâtiments communaux : 626 000 €
- Réhabilitation du groupe scolaire Jaurès : 150 000 €
- Réparation du Donjon : 120 000 €
- Réhabilitation du site de Sainte Cécile : 800 000 €
- Modernisation du système de vidéo protection : 150 000 €
- Travaux en régie : 600 000 €

Comment financer ce programme ?

Dans la droite ligne de notre stratégie portée depuis plusieurs années de répartir notre capacité d'investissement en trois tiers autour de l'emprunt, des subventions et de l'autofinancement, nous maintenons ce cap.

Comme prévu, le recours à l'emprunt sera effectué en 2022 avec comme plafond 6 millions d'euros.

La période étant particulièrement propice à la contractualisation à taux bas, le coût de ces emprunts sera parfaitement maîtrisé.

La Banque des Territoires, partenaire bancaire et institutionnel des communes, s'est déjà positionnée favorablement pour la signature d'un protocole global pour ces emprunts. Preuve si l'en est de la bonne santé des finances de la commune.

CONCLUSION

La trajectoire budgétaire de la Commune reste parfaitement conforme à nos objectifs et nos annonces.

Les dépenses de fonctionnement sont maîtrisées et permettent à la Commune d'accroître son offre en matière de service public, et ce malgré la crise actuelle.

Le programme d'investissement est lui déjà engagé et va s'accélérer dans les deux prochaines années.